

Marché relatif à la souscription d'assurances
construction pour l'opération « de construction de
l'école du développement durable, de la ressourcerie
et de l'espace renature de la zone urbaine de la
Sygrie »

Lot 1 : Assurance Tous Risques Chantier (TRC)
Lot 2 : Assurance Dommages Ouvrage - Assurance Contrat Collectif de
Responsabilité Décennale (DO-CCRD)

Cahier des Clauses Techniques Particulières / CCTP

Lot 1 : Assurance Tous Risques Chantier (TRC)

**Lot 2 : Assurance Dommages Ouvrage et Assurance
Contrat Collectif de Responsabilité Décennale
(DO/CCRD)**

Annexes : programme général de l'opération (présentation, budget et planning prévisionnels), plans (masse, coupes, façades, ...), copie du permis de construire, études diverses (sécurité et sûreté), clause "assurances-travaux"

Présentation des risques

Présentation générale

Les contextes général et géographique et présentation du projet sont détaillés au Programme général de l'opération, joint au présent Cahier de clauses techniques et particulières.

Assurance souhaitée

Les candidats présenteront, conformément aux modèles de Conditions Particulières et de Conventions Spéciales proposés dans le dossier de consultation, un programme couvrant les risques Tous Risques Chantier (avec RC Maître d'Ouvrage), Dommages Ouvrage et Contrat Collectif de Responsabilité Décennale pour l'opération concernée.

Au titre de la DO et CCRD, les soumissionnaires veilleront à tarifier la garantie suivante :

- Garantie biennale de bon fonctionnement (garantie concernant les dommages ou désordres survenant aux éléments d'équipement dissociables, *cf article 1792-3 du Code Civil*) ;
- Garantie des dommages immatériels consécutifs.
- Garantie du constructeur non-réalisateur (CNR)

LOT 1

Conditions Particulières

Assurance Tous Risques Chantier

1. Souscripteur et Assurés

ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL VALLEE SUD-GRAND PARIS
28 rue de la Redoute
92260 Fontenay-aux-Roses

ainsi que :

le ou les Maîtres d'œuvre, les entreprises et leurs sous-traitants ou co-traitants, les fournisseurs agissant sur le site, ainsi que tous les autres intervenants participants directement ou indirectement à la réalisation de l'ouvrage.

Toutes ces parties sont individuellement ou collectivement désignées dans la présente police sous le terme "**L'ASSURÉ**" et les Assureurs déclarent renoncer expressément à tous recours contre elles, prises isolément ou solidairement.

Dans le cas où certains des entrepreneurs posséderaient par des polices personnelles, des garanties susceptibles de jouer dans la réalisation d'un sinistre, l'Assureur de la présente police devra néanmoins faire l'avance de la totalité des indemnités en gardant la possibilité de récupérer tout ou partie de celles-ci auprès des autres Assureurs concernés.

2. Caractéristiques de l'opération de construction

Les principales caractéristiques de l'opération à garantir (description et spécifications techniques de l'ouvrage à réaliser, etc) sont définies dans les Annexes au présent dossier de consultation.

3. Biens assurés

L'ouvrage et les ouvrages provisoires (pour autant qu'inclus dans l'assiette de prime exécutés en relation avec l'opération) :

Par ouvrage, on entend l'ensemble et la généralité des travaux, ouvrages

temporaires ou permanents prévus ou nécessaires pour l'édification de l'ouvrage, dont les caractéristiques ont été portées à la connaissance des Assureurs.

en ce compris les travaux préparatoires et auxiliaires de tous genres et natures, ainsi que tous les matériaux et fournitures incorporés ou destinés à être incorporés à l'ouvrage, édifiés, construits, montés, fournis, installés, réparés, vérifiés ou de façon générale sur lesquels l'assuré intervient, que ces opérations soient achevées ou qu'elles soient en cours, sur le chantier y compris pendant déchargement.

Sont donc considérés comme biens assurés : les matériaux, les machines, machineries, matériels d'équipement et d'une manière générale tous objets amenés sur le chantier pour être incorporés ou non à l'ouvrage.

Il est précisé que les plans, dessins, notes de calculs, etc, sont également compris dans les biens assurés.

4. Période d'assurance

Période de construction : période comprise entre le début des travaux et la date de réception des ouvrages ou si celles-ci sont échelonnées et en tout état de cause à la plus tardive de ces dates.

Toutefois, si la période de construction s'étendait au-delà de cette date prévisionnelle, la garantie demeurerait acquise automatiquement pendant une période maximum de trois mois, et l'assureur recevrait une prime complémentaire calculée prorata temporis.

Période de maintenance : période commençant à la dernière date de réception et se terminant 12 mois après cette date.

Toutefois, si la période de construction était plus longue que prévue et si les assureurs ont perçu la prime complémentaire ci-dessus, la période de maintenance partirait de la date réelle de réception.

5. Objet de la garantie

5.1 Pendant la période de construction

La présente police a pour but de garantir, sous réserve des seules exclusions formulées en *infra* (cf *Conventions Spéciales*), toute destruction, toute perte, tout dommage survenant à tous les biens assurés, et résultant notamment d'erreurs et/ou défauts de conception, de plans, de calculs, vice caché, vice de matière, de construction, de fabrication, de montage, d'assemblage.

Ainsi la garantie concerne-t-elle les sinistres résultant notamment :

- a) d'erreurs et/ou défauts de conception, d'erreurs de calcul, d'erreurs de plans et de dessins, d'erreurs d'atelier ;

- b) de maladresse, de négligence, de défaut de surveillance, de malveillance ou inexpérience de toute personne (y compris des préposés), d'erreur de supervision ;
- c) de ruptures de câbles, de chaînes, d'affaissement, de déformation ou de rupture d'un équipement de montage, de levage, de grues, de ruptures de haubans, d'agrès de levage, de portiques, de l'utilisation de tous moyens navals, de manipulations, de manutentions, d'erreurs d'assemblage, de construction, de fabrication, de montage, de défauts de soudure, de bétonnage, de matière, de vol ou tentatives de vol ;
- d) de vice du sol, d'affaissements, glissements et/ou mouvements de terrain, de terre-plein, d'éboulements de terre ou de rochers, de foudre, gel, glace ou grêle, de tempêtes, ouragans, cyclones ou trombes, d'inondations, d'éruptions volcaniques, de crues de fleuve ou de rivière, de tremblements de terre, et généralement, de tous accidents, événements naturels et de force majeure, de grèves, émeutes, lock-out, mouvements populaires, actes de terrorisme et de sabotage ou conflits du travail ;
- e) d'incendie, d'explosion, d'implosion, de phénomènes électriques, du fait des eaux (eaux pluviales, refoulement d'égouts, de canalisations, etc), de l'influence de l'électricité atmosphérique, de chute de biens et/ou matériels dans les fleuves ou rivières ;
- f) la garantie est acquise, le cas échéant, en cas de pertes et/ou dommages atteignant les biens mis en œuvre et qui auraient pour origine une installation existante ;
- g) de menace d'effondrement.

5.2. Pendant la période de "maintenance"

Sous réserve des dommages qui résulteraient des seules exclusions mentionnées par l'Assureur, la présente police a pour but de garantir toute destruction, toute perte, tout dommage atteignant les biens assurés, y compris la partie viciée :

- a) causés par l'Assuré lorsqu'il revient sur le site pour exécuter dans le cadre de ses obligations contractuelles tous travaux de finition, mise au point, rectification et réparation ;
- b) dont l'origine est antérieure à la mise en service complète et résultant notamment d'erreurs et/ou défauts de conception, d'erreurs de plans, de calculs, vice caché, vice de matière, vice de construction, de fabrication, de montage ou d'assemblage ;
- c) causés à tous travaux ou ouvrages supplémentaires dont l'exécution et la mise en œuvre sont nécessaires avant l'achèvement de la période de maintenance.

N.B. : Y compris les dommages d'incendie, d'explosion et dommages électriques, pour autant que ces dommages soient indemnisables au titre des garanties conférées au titre du présent article.

5.3. Sinistres antérieurs à la date d'effet du contrat

Les sinistres survenus entre la date de début des travaux et la date de prise d'effet du présent contrat sont exclus.

Cependant, restent garantis les sinistres survenus postérieurement à la date d'effet, dont l'Assuré n'a pas connaissance à cette date et dont la cause remonterait à la période de construction qui lui est antérieure.

LOT 1

Conventions Spéciales

Assurance Tous Risques Chantier

Préalable

Les présentes Conventions Spéciales prévalent, en ce qu'elles ont de meilleur pour l'Assuré, sur les autres dispositions du contrat auxquelles elles sont annexées (notamment les Conditions Générales, Annexes et Intercalaires), sauf sur les Conditions Particulières.

Article 1 – Dommages à l'ouvrage

Article 2 – Garanties complémentaires

Article 3 – Exclusions

Article 4 – Conventions particulières

Article 5 – Règlement des sinistres

Annexe 1 – Garantie des Catastrophes Naturelles

Article 1 – Dommages à l’ouvrage

Pendant la période de travaux

Les frais de réparations consécutifs à toutes pertes ou dommages quelle qu’en soit l’origine atteignant les biens assurés de l’opération objet de l’Assurance.

En cas de réceptions échelonnées, sont garantis les frais de réparations consécutifs à toute perte ou tout dommage atteignant les ouvrages ou parties d’ouvrages réceptionnés et qui seraient directement la conséquence de l’exécution des travaux non encore réceptionnés.

Pendant la période de maintenance

Pendant cette période, le Maître d’ouvrage a la qualité d’assuré.

Sont garantis toute destruction, toute perte, tout dommage atteignant les biens assurés, causés par l’assuré lorsqu’il revient sur le site pour exécuter dans le cadre de ses obligations contractuelles tous travaux de finition, mise au point, rectification, réparation y compris levées de réserves.

Article 2 – Garanties complémentaires

- **Frais de déblais et démolition**

Sont également couverts les frais de démolition, nettoyage, déblaiement, retirement et sauvetage nécessaires à la réparation des biens assurés ou pour la poursuite de l’exécution de l’opération.

- **Mesures conservatoires d’urgence ou menace grave et imminente d’effondrement**

Sont garantis les frais exposés par l’assuré pour faire face à une menace grave et imminente d’effondrement ou pour prévenir l’aggravation ou l’extension d’un événement garanti par la présente police.

- **Frais de réparation provisoire**

Les frais de réparation provisoire ou de fortune qu’il est nécessaire d’engager pour permettre la poursuite normale du chantier ou pour permettre l’utilisation de l’ouvrage à la date prévue sous réserve de l’accord de l’assureur.

- **Honoraires des hommes de l’art**

Sont garantis les honoraires des hommes de l’art (bureau d’études, d’architectes, d’ingénieurs conseil, de consultant et tout organisme spécialisé choisis par l’assuré) chargés des études indispensables à la réparation des biens assurés et dus en sus des prestations de Maîtrise d’œuvre inhérentes à ladite réparation.

- **Honoraires d’expert**

Sont garantis les frais et honoraires d’expert que l’assuré aura lui-même choisi et nommé,
CCTP

dans la limite de l'application du barème professionnel et du montant réellement payé.

- **Frais supplémentaires**

Heures supplémentaires

Sont garantis les frais d'heures et de travail exécutés en dehors des heures normales et notamment les frais de main d'œuvre des dimanches, jours fériés et de nuit.

Frais de transport

Sont garantis les frais de transport aérien, express, fluvial et terrestre nécessaires pour effectuer les réparations nécessaires.

- **Catastrophes naturelles**

La garantie du présent contrat est étendue aux conséquences des Catastrophes naturelles conformément à la loi du 13.07.1982 et aux textes d'application y afférant (*cf. Annexe 1*).

La prime additionnelle perçue pour cette extension de garantie est calculée par application du taux fixé par les différents arrêtés découlant de ladite Loi.

Article 3 – Exclusions

Les exclusions suivantes remplacent celles énoncées dans les Conditions Générales et doivent seules être prises en compte.

Section 1 - EXCLUSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES GARANTIES

1.1. LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE.

1.2. LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES PAR UNE FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DE L'ASSURE.

1.3. LES PERTES OU DOMMAGES DUS A L'USURE, LA CORROSION, LA ROUILLE OU UNE DETERIORATION PROGRESSIVE, OU A DES RAYURES SUR DES SURFACES PEINTES OU POLIES; ETANT ENTENDU QUE RESTENT GARANTIS :

- LES PERTES OU DOMMAGES EXTERIEURS A LA PARTIE DIRECTEMENT ATTEINTE PAR LEDIT PHENOMENE PROGRESSIF QUI EN EST A L'ORIGINE ;
- LES PERTES OU DOMMAGES MEME DIRECTS; CONSECUTIFS A UN EVENEMENT ACCIDENTEL.

1.4. LES FRAIS EXPOSES EN VUE DE CORRIGER UN DEFAUT DE CONCEPTION, DE MATIERE OU UNE MALFAÇON, UNE PANNE OU UN DERANGEMENT MECANIQUE OU ELECTRIQUE, AINSI QUE TOUS FRAIS EXPOSES EN VUE D'AMELIORER OU DE MODIFIER LA CONCEPTION, LA MATIERE OU LA MALFAÇON OU D'APPORTER UN PERFECTIONNEMENT QUELCONQUE.

IL EST ENTENDU QUE LA GARANTIE COUVRIRA LES FRAIS DE REPARATION OU DE REMPLACEMENT DES BIENS ASSURES, LES PERTES OU DOMMAGES QUI RESULTERAIENT DES DEFAUTS DE CONCEPTION, MATIERE OU MALFAÇON, PANNE OU DERANGEMENT Y COMPRIS LA PARTIE DEFECTUEUSE OU BRISEE ELLE-MEME.

1.5. SONT TOUJOURS EXCLUS LES PERTES DE JOUISSANCE, LES PREJUDICES IMMATERIELS AINSI QUE LES PENALITES CONTRACTUELLES.

1.6. SONT EXCLUS LES PERTES OU MANQUANTS DECOUVERTS LORS D'UN INVENTAIRE.

1.7. SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES MAQUETTES, MATERIELS CONSTRUITS DANS UN BUT EXPERIMENTAL.

1.8. SONT EGALEMENT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES
CCTP

Page 10 sur 28

BIENS ASSURES LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE DES RESERVES EMISES PAR LE BUREAU DE CONTROLE OU LE MAITRE D'OEUVRE, SI CES RESERVES N'ONT PAS ETE LEVEES OU S'IL EST PROUVE, A DIRE D'EXPERT, QUE L'ASSURE CONCERNE PAR CES RESERVES N'A PAS MIS LA DILIGENCE NECESSAIRE POUR REALISER LES ACTIONS PERMETTANT LADITE LEVEE DES RESERVES.

1.9. SAUF DISPOSITIONS SPECIALES MENTIONNEES DANS LA POLICE, LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES ENGINS DE CHANTIER, LES INSTALLATIONS DE CHANTIER OU LES MATERIELS DE CHANTIER SONT EXCLUS DE L'APPLICATION DE LA GARANTIE.

1.10 SONT EXCLUS TOUS DOMMAGES D'INCENDIE, FOUDRE, EXPLOSION COUVERTS PAR UNE POLICE "MULTIRISQUES" SUR LES PARTIES RECEPTIONNEES.

Section 2 - EXCLUSIONS DE LA GARANTIE DE MAINTENANCE

2.1. SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES ET RESULTANT D'INCENDIE, DE LA FOUDRE OU D'UNE EXPLOSION.

2.2. SONT EXCLUS LES DOMMAGES A L'OUVRAGE DE LA NATURE DE CEUX DONT SONT RESPONSABLES LES CONSTRUCTEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 1792 ET SUIVANTS ET 2270-2 DU CODE CIVIL.

Article 4 – Conventions particulières

Section 1 - Arrêt de chantier

Les garanties demeurent acquises à l'Assuré en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou à des congés annuels.

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de deux mois, prolongeable au-delà sur demande de l'Assuré qui devra préalablement informer complètement l'Assureur des raisons de cet arrêt et des dispositions particulières qui sont prises sur le chantier au cours de cet arrêt.

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le souscripteur a le devoir d'en informer l'assureur dans un délai maximum de 15 jours après quoi la police pourra être résiliée ; cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'Assureur résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

Section 2 – Non résiliation après sinistre

L'assureur et les co-assureurs éventuels renoncent à exercer leur faculté de résiliation après sinistre.

Section 3 – Abrogation de la règle proportionnelle

Il est convenu que les dispositions de l'article L. 121-5 du Code des Assurances ne peuvent être invoquées et ce, dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer à la Compagnie le montant total définitif de l'ouvrage assuré comme il est dit à l'article "Païement des Primes".

Section 4 – Reconstitution de garantie

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante.

Le montant de cette garantie pourra être rétabli sur demande formulée par lettre recommandée par l'assuré, celui-ci s'engageant à payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

Si l'assuré décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la Règle Proportionnelle.

Section 5 – Informatique, fichiers, libertés

Conformément à l'Article 27 de la Loi du 06 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers, l'assuré peut demander à la Compagnie, communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la Compagnie, de ses mandataires et des organismes professionnels concernés.

Article 5 – Règlement des sinistres

Dès la survenance d'événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré doit informer l'assureur et prendre toutes dispositions utiles pour protéger les biens assurés.

L'assureur s'engage à instruire immédiatement le sinistre sur la base du rapport déposé par les experts et à verser l'indemnité correspondante au coût de la réparation.

L'indemnité s'apprécie au coût réel de la réparation au moment où celle-ci est exécutée.

Par réparation, il faut entendre tous travaux et études qu'il convient de réaliser après la survenance de pertes ou dommages pour réparer, remettre en état, remplacer ou reconstruire à l'identique.

Si la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique n'est

CCTP

pas possible (par réparation il faut entendre tous travaux qu'il conviendrait de réaliser pour que l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée redeviennent conforme à sa destination avec un niveau de qualité ou des performances techniques équivalentes).

Les assureurs indemniseront le Maître d'ouvrage à moins que ce dernier n'autorise le paiement à toute autre personne ayant intérêt dans la présente assurance et ensuite n'exerce le recours, le cas échéant, selon les modalités prévues.

ANNEXE 1

Garantie des Catastrophes Naturelles

Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982

Objet de la garantie

La présente assurance a pour objet de garantir à l'assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

Mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Etendue de la garantie

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Obligation de l'assuré

L'assuré doit déclarer à l'assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et, au plus tard, dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent paragraphe, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

Obligation de l'assureur

L'assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure.

A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'assureur porte, à
CCTP

Page **14** sur **28**

compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

LOT 2

Conditions Techniques Particulières

Assurance Dommages Ouvrage - CCRD

1. Souscripteur

ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL VALLEE SUD-GRAND PARIS
28 rue de la Redoute
92260 Fontenay-aux-Roses

agissant tant pour son compte que pour celui des **propriétaires successifs** de l'ouvrage.

2. Caractéristiques de l'opération de construction

Les principales caractéristiques de l'opération à garantir (description et spécifications techniques de l'ouvrage à réaliser, etc.) sont définies dans les Annexes au présent dossier de consultation.

3. Montants de garantie (à l'indice BT01 en vigueur)

En référence des Conventions Spéciales assurance Dommages Ouvrage.

Le montant de la garantie "dommages ouvrage" correspond au coût prévisionnel des travaux T.T.C. (*) (c'est-à-dire au montant toutes taxes comprises des travaux – hors terrassements généraux, travaux de démolition ou de dépose, espaces verts, couches d'usures – augmenté du montant des honoraires des architectes, B.E.T. et contrôleurs techniques, à l'exception des honoraires de coordonnateur S.P.S.). Le cout prévisionnel des travaux est de 17 597 515,24 € TTC.

(*) Dans le cas où la valeur de l'ouvrage assuré dépasserait cette somme, l'Assureur garantit automatiquement la valeur réelle jusqu'à concurrence d'un dépassement de **10%**.

La garantie biennale de bon fonctionnement et la garantie des dommages immatériels consécutifs, lorsqu'elles sont souscrites, sont accordée à concurrence de 10% du montant de la garantie légale (Dommages Ouvrage).

LOT 2

Conventions Spéciales

Assurance Dommages Ouvrage - CCRD

Attention : l'offre des candidats devra être conforme aux dispositions de l'Ordonnance n° 2005-658 du 08/06/2005 et de l'Arrêté du 19 novembre 2009 (et notamment la modification de l'annexe 2).

Préalable

Les présentes Conventions Spéciales prévalent, en ce qu'elles ont de meilleur pour l'Assuré, sur les autres dispositions du contrat auxquelles elles sont annexées (notamment les Conditions Générales, Annexes et Intercalaires), sauf sur les Conditions Particulières.

Article 1 – Garantie Dommages Ouvrage obligatoire

Article 2 – Garantie biennale de bon fonctionnement

Article 3 – Garantie des dommages immatériels

Article 4 – Exclusions

Article 5 – Déchéance

Article 6 – Dispositions diverses

Article 1 – Garantie Dommages Ouvrage obligatoire

La garantie, conforme aux articles L. 242-1 et L. 242-2 du Code des Assurances, couvre en dehors de toute recherche de responsabilité au bénéfice du souscripteur et des propriétaires successifs de la construction, le paiement des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, c'est-à-dire les dommages qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination ;
- Affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

Point de départ et durée de la garantie

La garantie commence à la réception des travaux. Elle prend fin à l'expiration d'une période de dix ans à compter de la réception.

Paieement des réparations

- avant la réception, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- après la réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de 90 jours, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse.

Montant des garanties

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférant à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction déclarée aux conditions particulières, endommagés à la suite d'un sinistre garanti jusqu'à la date de détermination du coût total de construction définitif.

Elle est accordée à concurrence du coût total de construction prévisionnel déclaré aux conditions particulières, revalorisé suivant l'indice entre la date de souscription du présent contrat et la date de réparation du sinistre.

Jusqu'à la date de réception, le montant de la garantie ne pourra excéder le coût des travaux sinistrés effectivement réalisés au jour du sinistre.

A compter de la date de détermination du coût total de construction définitif, elle est accordée à concurrence de ce dernier coût, revalorisé suivant l'indice entre la date d'effet du contrat et la date de réparation du sinistre.

Toutefois, le montant de la garantie pourra être reconstitué sur demande de l'assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous réserve de l'accord et du versement d'une cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Article 2 – Garantie biennale de bon fonctionnement

Est garanti, au bénéfice du souscripteur et des propriétaires successifs de la construction, le paiement des travaux de réparation des dommages entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil, lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Ne font pas partie des éléments d'équipement garantis :

- **les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de construction ou de vente du bâtiment ;**
- **les équipements (matériels, machines, organes de transformation de l'énergie) installés pour permettre exclusivement l'exercice d'une quelconque activité industrielle dans le bâtiment.**

Reconstitution et épuisement de la garantie

Le montant de la garantie est automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que la compagnie ne puisse jamais être engagée au-delà du montant fixé aux conditions particulières pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Toutefois, les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans le délai d'un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Point de départ et durée de la garantie

La garantie commence à la réception des travaux. Elle prend fin à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la réception.

La garantie s'applique aux dommages matériels survenus pendant cette période.

La garantie peut s'appliquer pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé d'un commun accord ou à défaut, dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

Article 3 - Garantie des dommages immatériels

Est garanti le paiement des dommages immatériels subis par le propriétaire, l'occupant ou l'exploitant de la construction et résultant d'un dommage garanti par le présent contrat.

Reconstitution et épuisement de la garantie

Le montant de la garantie est automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que la compagnie ne puisse jamais être engagée au-delà du montant fixé aux conditions particulières pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Toutefois, les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans le délai de 1 mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Point de départ et durée de la garantie

La période de garantie est celle de la garantie concernée par le dommage garanti directement à l'origine du dommage immatériel.

Article 4 – Exclusions

4.1. Exclusions communes à toutes les garanties

Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultants exclusivement :

4.1.1. du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ;

4.1.2. des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;

4.1.3. de la cause étrangère et notamment :

- **directement ou indirectement, d'incendie ou d'explosion**, sauf si l'incendie ou l'explosion est la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat ;
- **de trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique ;**
- **de faits de guerre étrangère ;**
- **de faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out ayant le caractère de cause étrangère ;**
- **des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atomes ou de radioactivité, ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.**

Il appartient au bénéficiaire de la garantie de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère.

Dans tous les autres cas, la charge de la preuve nécessaire à la mise en jeu des exclusions incombe à l'assureur.

En conséquence, toutes les dispositions du présent contrat s'appliquent jusqu'à ce que cette preuve soit apportée.

4.2. Exclusions spécifiques aux garanties non obligatoires

Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultants :

4.2.1. de l'absence de travaux qui, prévus ou non aux marchés des constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné les dommages ;

4.2.2. d'économie abusive imposée aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction et qui sont à l'origine des dommages ;

4.2.3. de la non-prise en compte des réserves techniques précises notifiées en temps opportun, et au plus tard à la réception des travaux, à l'assuré, par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et les importateurs, le contrôleur technique.

Article 5 – Déchéance

En ce qui concerne la garantie Dommages Ouvrage obligatoire, le souscripteur est déchu de tout droit en cas d'inobservation volontaire ou inexcusable par lui des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les Documents Techniques Unifiés ou les normes établies par les organismes compétents à caractère officiel, ou dans le marché de travaux concerné.

Cette déchéance n'est pas opposable aux bénéficiaires autres que le souscripteur.

Article 6 – Dispositions diverses

6.1. Obligation en cas de sinistre

Tout événement dommageable susceptible d'entraîner la garantie doit être déclaré dans les délais fixés par la loi ; ledit délai court à partir de la date à laquelle le Souscripteur ou son service "assurances" en a eu connaissance.

La déclaration de sinistre est réputée constituée dès qu'elle comporte les renseignements suivants :

- le numéro du contrat d'assurance et, le cas échéant, celui de l'avenant
- le nom du propriétaire de la construction endommagée
- l'adresse de la construction endommagée
- la date de réception, ou à défaut, la date de la première occupation des locaux
- la date d'apparition des dommages, ainsi que leur description et localisation
- si la déclaration survient pendant la période de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, la copie de la mise en demeure effectuée au titre de la garantie de parfait achèvement.

A compter de la réception de la déclaration de sinistre, la compagnie dispose d'un délai de 10 jours pour signifier à l'assuré que la déclaration n'est pas réputée constituée et réclamer les renseignements manquants ci-dessus. Les délais visés à l'article L. 242-1 du Code des Assurances commencent à courir du jour où est reçue la déclaration de sinistre réputée constituée. Une demande de mise en place d'une plateforme sera nécessaire afin de faciliter la gestion des sinistres.

Pour les garanties complémentaires

L'assuré s'engage à faire parvenir, immédiatement et au plus tard dans les 10 jours à compter de leur réception, toutes les pièces se rapportant au sinistre déclaré et, notamment, tous actes judiciaires et extrajudiciaires. La compagnie peut se réserver le droit en cas de retard dans la transmission des pièces de faire application de l'article L. 113-11 2° du Code qui autorise à réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le retard aura causé.

6.2. Domiciliation

L'assuré est déchargé de toutes ses obligations dérivant du présent contrat lorsque celles-ci sont effectuées auprès du Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

6.3. Compétence juridictionnelle

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence du TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE (2-4, Boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 Cergy-Pontoise).

6.4. Résiliation après sinistre

L'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre.

6.5. Prescription

La prescription est le délai au-delà duquel les contractants ne peuvent plus faire reconnaître leurs droits.

Toutes les actions concernant le présent contrat qu'elles émanent de l'assuré ou de l'assureur ne peuvent être exercées que pendant un délai de deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Article L. 114-1 du Code des Assurances

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1. en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2. en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Article L. 114-2 du Code des Assurances

La prescription est interrompue par une des clauses ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressé par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la cotisation et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Article L. 114-3 du Code des Assurances

Par dérogation à l'article 2254 du Code Civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

**Annexes : programme général de l'opération
(présentation, budget et planning prévisionnels),
plans (masse, coupes, façades, ...), copie du permis de
construire, études diverses (sécurité et sûreté),
clause "assurances-travaux"**

CONSTRUCTION DE L'ECOLE DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DE
LA RESSOURCERIE, ET DE L'ESPACE RENATURE DE LA ZONE
URBAINE DE LA SYGRIE A CHATENAY-MALABRY

Description du projet

Soucieux des enjeux climatiques et environnementaux, Vallée Sud Grand Paris développe une stratégie lui permettant d'atteindre les objectifs de développement durable fixés sur le territoire.

Le projet du site de la Sygrie participe à ce développement d'initiatives en lien avec le réemploi et l'éducation populaire de tous ces enjeux.

L'ambition de ce site remarquable est de s'adresser à une grande diversité de publics qui trouveront chacun un espace d'apprentissage et de pratique autour de la transition écologique.

Ce projet vise la construction d'un bâtiment pédagogique mais aussi de renaturer la parcelle avec un aménagement des espaces extérieurs en adéquation des volontés du territoire (circulation douce, agriculture urbaine, activités pédagogique...). C'est dans cette optique que ce site a été choisie pour recevoir la nouvelle école du développement durable.

Le site est situé à la limite de la commune de Châtenay-Malabry, il est accessible par la route R N306. Le site marque la limite des départements des Hauts de Seine 92 et de l'Essonne 91 via la commune de Bièvre. Cette limite reprend le tracé du ruisseau de la Sygrie, enterré aujourd'hui.

L'unité foncière est constituée d'une seule parcelle à savoir 000 M 17. Cette parcelle appartient à VSGP.

Le site est déjà en construction par un bâtiment d'une station à Hydrogène dont le permis de construire a été déposé le 8/12/2023. L'objectif est de s'implanter en adéquation avec ce bâtiment tout en conservant leurs qualités déjà présente.

La volumétrie du projet s'étend sur un R+2 avec un attique dont l'emprise est inférieure au 20% de l'emprise au sol du bâtiment.

Le projet accueillera des activités artisanales, dont une ressourcerie, dans une démarche pérenne et respectueuse de son environnement.

L'ensemble des éléments de façades sont réalisés en bois, matériau peu consommateur de carbone, naturel, et rappelant la proximité avec la forêt. Les façades pleines sont également en panneaux de bois à clairevoie verticaux.

Les façades du bâtiment sont protégées par une épaisseur de coursives en bois formant une première protection contre les apports solaires. Ces espaces extérieurs sont aussi supports de jardinières et permettent un entretien aisé des façades. En RDC, une marquise protège également les généreuses surfaces vitrées du RDC notamment sur l'orientation Sud. Ces ombrières signent les caractères forts et protecteurs de la façade.

La végétalisation importante du site apportera aux enfants l'idée d'une école dans les arbres.

Depuis le parvis les différents flux sont bien organisés. Afin d'en limiter au maximum la circulation sur le site, les véhicules peuvent immédiatement rejoindre le parking en sous-sol.

Les bus peuvent également déposer le public en sécurité en orientant la descente vers le parvis. Ils peuvent par la suite se stationner au plus proche la sortie pour impacter le moins possible le paysage. L'accès à la recyclerie pour le public et les professionnels est réalisé depuis un porche, permettant le stationnement des véhicules et une livraison abritée.

Les toitures ont des surfaces différentes en fonction de leur usage. Une zone est plantée d'une végétation semi intensive permettant une grande variété d'herbes et de fleurs réalisant par la même occasion de la rétention des eaux pluviales. La toiture de l'attique est engravillonnée afin de récupérer l'eau pluviale.

Tout le reste de la toiture est en platelage bois afin de la rendre accessible et permet de profiter du paysage à 360°.

Liste des entreprises (Marché Global de Performance – cf. AE) :

- BOUYGUES BATIMENT ILE-DE-FRANCE – EQUIPEMENTS PUBLICS
- HEMAA ARCHITECTES
- CO-E ARCHITECTURE ET PAYSAGE
- FACEA
- CLARITY STUDIO
- BREZILLON
- EODD INGENIEURS CONSEILS
- EURO VERT
- DALKIA

Montant des travaux – Allotissement – 14 664 596,03 € HT

Objet du marché
MARCHE GLOBAL DE PERFORMANCE POUR LA CONCEPTION, LA REALISATION ET LA MAINTENANCE DE L' ECOLE DU DEVELOPPPEMENT DURABLE, DE LA RESSOURCERIE, ET DE L'ESPACE RENATURE DE LA ZONE URBAINE DE LA SYGRIE A CHATENAY-MALABRY

	TRAVAUX - DESIGNATION	MONTANT TOTAL € HT	MONTANT TOTAL € TTC
1	TRAVAUX PREPARATOIRES TERRASSEMENT	406 113.37 €	487 336.05 €
2	VRD	800 594.28 €	960 713.13 €
3	ESPACES VERTS	738 915.74 €	886 698.89 €
4	CLOTURES ET PORTAILS	52 397.60 €	62 877.12 €
5	GROS ŒUVRE	5 663 795.61 €	6 796 554.74 €
6	CHARPENTE COUVERTURE ZINGUERIE	0.00 €	0.00 €
7	ETANCHEITE	632 628.92 €	759 154.71 €
8	REVETEMENTS DE FACADE	337 908.11 €	405 489.73 €
9	MENUISERIES EXTERIEURES OCCULTATIONS	1 128 007.14 €	1 353 608.57 €
10	METALLERIE SERRURERIE	469 635.13 €	563 562.15 €
11	MENUISERIES INTERIEURES	242 784.88 €	291 341.85 €
12	CLOISONS DOUBLAGES PLATRERIE	315 449.29 €	378 539.15 €
13	PLAFONDS SUSPENDUS	430 776.09 €	516 931.31 €
14	PEINTURE	108 665.82 €	130 398.99 €
15	SOLS DURS FAIENCES	465 556.47 €	558 667.76 €
16	SOLS SOUPLES	103 767.89 €	124 521.47 €
17	ASCENSEURS	120 753.94 €	144 904.72 €
18	GENIE CLIMATIQUE	925 679.86 €	1 110 815.83 €
19	PLOMBERIE	320 533.69 €	384 640.43 €
20	ELECTRICITE CFO CFA	1 048 496.32 €	1 258 195.58 €
21	GTC	115 869.44 €	139 043.33 €
22	SIGNALETIQUE ET EQUIPEMENTS IMMOBILIERS	236 266.44 €	283 519.73 €
	MONTANT TOTAL	14 664 596.03 €	17 597 515.24 €

Planning prévisionnel

- Démarrage des travaux : Mi-octobre 2025 ;
- Réception : Janvier 2027
- Durée des travaux : 14 mois